Un règlement relatif à la conduite des activités et des affaires de **Bobsleigh Canada.**
Squelette

(la "Société")

QU'IL SOIT ÉTABLI comme un règlement de la Corporation comme suit :

Article premier - DÉFINITIONS

1.0 Définitions

Dans le présent règlement et dans tous les autres règlements de la Corporation, à moins que le contexte ne s'y oppose :

- (a) "**Loi**" : la *Loi canadienne sur les organisations à but non lucratif*, L.C. 2009, c. 23, y compris les règlements pris en application de la Loi, et toute loi ou tout règlement qui pourrait s'y substituer, tels que modifiés de temps à autre ;
- (b) On entend par "**statuts**" les statuts initiaux ou reformulés ou les statuts modification, de fusion, de prorogation, de réorganisation, d'arrangement ou de renaissance de la société, ainsi que toute modification apportée à ces statuts ;
- (c) Le terme "**conseil**" désigne le conseil d'administration de la société et le terme "administrateur" désigne un membre du conseil ;
- (d) "**Programme de skeleton de Bobsleigh CANADA** " signifie toute activité organisée, menée, exploitée, financée ou sanctionnée par la Corporation et pour laquelle la Corporation assume quelque responsabilité que ce soit ;
- (e) Le terme "**règlement**" désigne le présent règlement et tout autre règlement de la société, tel qu'il a été modifié et qui est, le cas échéant, en vigueur ;
- (f) "**Société** " signifie Bobsleigh CANADA Skeleton ;
- (g) "**Indépendance**" a la signification qui lui est donnée à la section 6.4 ;
- (h) L'expression "**assemblée des membres**" désigne une assemblée annuelle des membres ou une assemblée extraordinaire des membres ; l'expression "assemblée extraordinaire des membres" désigne une assemblée d'une ou de plusieurs catégories de membres et une assemblée extraordinaire de tous les membres ayant le droit de vote à l'assemblée annuelle des membres ;
- (i) "**Résolution ordinaire**" : une résolution adoptée à une majorité d'au moins 50 % plus 1 des voix exprimées sur cette résolution ;
- (j) On entend par "**proposition**" une proposition soumise par un membre de la Corporation qui répond aux exigences de l'article 163 de la Loi ;
- (k) "Une **association provinciale** ou **territoriale** est une association constituée en vertu de la législation provinciale ou territoriale applicable et reconnue par la Corporation comme représentant les sports de skeleton ou de bobsleigh de cette province ou de ce territoire ;

- (l) **"quadriennal"** : la période de quatre ans qui suit immédiatement la clôture des jeux olympiques d'hiver ;
- (m) **"Règlement"** : le règlement établi en vertu de la loi, tel que modifié, reformulé ou en vigueur de à autre ; et
- (n) **"Résolution spéciale"** : une résolution adoptée à une majorité d'au moins deux tiers (2/3) des voix exprimées sur cette résolution.

Article 2 - DIVERS

2.1 Interprétation

Dans l'interprétation du présent règlement, les mots au singulier incluent le pluriel et vice-versa, les mots d'un genre incluent tous les genres, et le terme "personne" inclut un individu, une personne morale, une société de personnes, une fiducie, une coentreprise ou une association ou organisation non constituée en personne morale. Sauf indication contraire, les mots et expressions définis dans la loi ont la même signification que celle qui leur est attribuée dans le présent règlement.

2.2 Communication électronique

Sauf indication contraire, les références à des actions prises "par écrit" ou à des termes similaires incluent la communication électronique et les références à "l'adresse" ou à des termes similaires incluent l'adresse électronique. La Société a l'intention d'utiliser la communication électronique chaque fois que cela est possible.

2.3 Sceau de l'entreprise

La Société peut disposer d'un sceau sous la forme approuvée de temps à autre par le Conseil d'administration. Si un sceau est approuvé par le conseil d'administration, le secrétaire de la société en est le dépositaire.

2.4 Exécution des documents

Les actes, transferts, cessions, contrats, obligations, certificats et autres instruments ("**documents**") écrits devant être signés par la Société sont signés au nom de la Société par deux (2) de ses dirigeants ou administrateurs, à condition qu'au moins un (1) des deux (2) signataires soit le président ou le directeur exécutif. En outre, le conseil d'administration peut de temps à autre décider de la manière dont la ou les personnes, les documents en général et/ou certains documents ou catégories de documents peuvent ou doivent être signés. Toute personne autorisée à signer un document peut y apposer le sceau de la société (le cas échéant). Tout signataire autorisé peut certifier qu'une copie d'un instrument, d'une résolution, d'un règlement ou d'un autre document de la Corporation est conforme à la réalité.

2.5 Exercice financier

L'exercice financier de la Corporation se termine le 31 mars de chaque année, ou selon ce que le conseil d'administration décide au mieux des intérêts de la Corporation.

2.6 Arrangements bancaires

Les opérations bancaires de la Société seront effectuées auprès de la banque, de la société de fiducie ou de toute autre entreprise ou société exerçant des activités bancaires au Canada ou à l'étranger, que le Conseil d'administration pourra désigner, nommer ou autoriser de temps à autre par voie de résolution. Les opérations bancaires, ou toute partie de celles-ci, sont effectuées au nom de la Société par un ou plusieurs dirigeants de la Société et/ou d'autres personnes que le Conseil peut désigner, nommer ou autoriser de temps à autre et dans la mesure prévue par la résolution.

2.7 Pouvoirs d'emprunt

Les administrateurs de la société peuvent, sans l'autorisation des membres, a) emprunter de l'argent sur le crédit de la société ; b) émettre, réémettre, vendre, donner en gage ou hypothéquer des titres de créance de la société ; c) donner une garantie au nom de la société pour assurer l'exécution d'une obligation de toute personne ;

et hypothéquer, nantir ou créer de toute autre manière une sûreté sur tout ou partie des biens de la société, qu'ils soient possédés ou acquis ultérieurement, afin de garantir toute dette de la société.

Article 3 - ÉTATS FINANCIERS ANNUELS

3.1 États financiers

La Société envoie aux membres une copie des états financiers annuels et des autres documents visés au paragraphe 172(1) de la Loi (États financiers annuels) ou une copie d'une publication de la Société reproduisant les informations contenues dans les documents, au moins 21 jours avant la date fixée pour l'assemblée annuelle des membres. Au lieu d'envoyer les documents, la Société peut envoyer un résumé à chaque membre accompagné d'un avis l'informant de la procédure à suivre pour obtenir gratuitement une copie des documents. La Société n'est pas tenue d'envoyer les documents ou un résumé à un membre qui, par écrit, refuse de recevoir ces documents.

Article 4 - SIÈGE SOCIAL

4.1 Emplacement du siège social

Conformément aux statuts, le siège social et les archives de la société sont situés dans la province de l'Alberta.

Article 5 - ADHÉSION

5.1 Conditions d'adhésion

Sous réserve des statuts, il existe deux catégories de membres au sein de la Société, à savoir les membres de la catégorie A et les membres de la catégorie B. Le conseil d'administration de l'Association peut, par résolution, approuver l'admission des membres de l'Association. Les membres peuvent également être admis de toute autre manière prescrite par le conseil d'administration par voie de résolution ou prévue par le présent règlement. Les conditions suivantes s'appliquent :

- (a) **Membres de la catégorie A** : Les personnes suivantes peuvent devenir membres de la catégorie A :
 - (i) les personnes intéressées par la poursuite des objectifs de la société et qui ont demandé et obtenu le statut de membre de la société et ont payé les cotisations applicables ; et
 - (ii) les personnes désignées comme "membres à vie" par les membres de la Corporation en raison de leur contribution aux sports de skeleton et/ou de bobsleigh et qui ont accepté cette désignation, et ces personnes sont admises comme membres de la classe A sans autre formalité.

- (b) **Membres de la classe B** : Les membres de la classe B sont des membres en règle de l'équipe nationale et de l'équipe nationale de développement de bobsleigh ou de skeleton, ou des personnes sélectionnées pour devenir membres de ces équipes, qui ont.. :
 - (i) a signé le contrat d'athlète de l'équipe nationale ou de l'équipe nationale de développement de la Corporation ;
 - (ii) a payé les cotisations applicables et tous les frais liés à son statut de membre de l'équipe nationale ou de l'équipe nationale de développement ;
 - (iii) a rempli toutes les autres conditions prescrites par le conseil d'administration par voie de résolution ; et
 - (iv) ces personnes sont admises comme membres de la classe B sans autre formalité

5.2 Droit de vote

Chaque membre a le droit d'être convoqué, d'assister et de voter à toutes les assemblées des membres de la société.

Nonobstant toute autre disposition contenue dans l'article 5 du règlement intérieur, les membres de chacune des catégories ont le droit de voter séparément en tant que catégorie en ce qui concerne toute proposition de modification de la présente section du règlement intérieur si ces modifications affectent les droits et/ou conditions d'adhésion décrits à l'article 197, paragraphe 1, de la loi, à l'exception du fait qu'aucune catégorie n'a le droit de voter en tant que catégorie sur les questions à l'article 199, paragraphe 1, point a), ou à l'article 199, paragraphe 1, point e), de la loi.

Conformément au paragraphe 197(1) (Changement fondamental) de la Loi, une résolution spéciale des membres est nécessaire pour apporter des modifications à cette section des statuts si ces modifications affectent les droits et/ou les conditions d'adhésion décrits aux paragraphes 197(1)(e), (h), (l) ou (m) de la Loi.

5.3 Cotisations des membres

Les cotisations des membres de la société et les délais de paiement de ces cotisations sont fixés par le conseil d'administration. Le conseil d'administration peut fixer des cotisations différentes pour des catégories de membres différentes et peut établir un barème de cotisations pour des catégories individuelles de membres au sein des catégories de membres en fonction de l'âge, de l'utilisation des ressources de la société, du rôle de ces membres ou de tout autre critère jugé pertinent par le conseil d'administration. Les membres de la classe A qui sont désignés comme "membres à vie" ne sont pas tenus de payer une cotisation. Les membres sont informés par écrit des cotisations qu'ils doivent payer à tout moment et, en cas de non-paiement dans un délai d'un (1) mois civil à compter de la date fixée pour le paiement, les membres en défaut cessent automatiquement d'être membres de la société.

5.4 Transférabilité de l'adhésion

Un membre ne peut être transféré qu'à la Corporation.

Conformément à l'article 197(1) (changement fondamental) de la loi, une résolution spéciale des membres est nécessaire pour apporter toute modification visant à ajouter, modifier ou supprimer cette section des statuts.

5.5 Convocation à l'assemblée des membres

La notification de l'heure et du lieu de la tenue d'une assemblée des membres est faite de la manière prévue à l'article 9.4 du règlement intérieur :

- (a) à chaque membre de la Corporation ayant le droit de voter à l', par voie téléphonique, électronique ou autre moyen de communication, pendant une période de 21 à 35 jours avant le jour où l'assemblée doit se tenir ;
- (b) chaque administrateur de la société ; et
- (c) le comptable public de la Corporation.

L'avis de convocation à une assemblée des membres au cours de laquelle des questions spéciales doivent être traitées doit indiquer la nature de ces questions avec suffisamment de détails pour permettre aux membres de se former un jugement raisonné sur ces questions et fournir le texte de toute résolution spéciale ou de toute modification de règlement soumise à l'assemblée.

La notification est effectuée par les moyens suivants :

- (a) par courrier, messagerie ou remise en main propre à chaque membre habilité à voter à l'assemblée, pendant une période de 21 à 60 jours avant le jour où l'assemblée doit se tenir ; ou
- (b) par téléphone, par voie électronique ou par tout autre moyen de communication à chaque membre ayant le droit de voter à l'assemblée, pendant une période de 21 à 35 jours avant le jour où l'assemblée doit se tenir.

Si un membre demande que l'avis soit donné par des moyens non électroniques, l'avis sera envoyé par la poste, par un service de messagerie ou en mains propres.

En vertu du paragraphe 197(1) (changement fondamental) de la Loi, une résolution spéciale des membres est nécessaire pour modifier les statuts de la société afin de changer la manière de donner un avis aux membres ayant le droit de voter lors d'une assemblée des membres.

5.6 Convocation d'une assemblée des membres

Le conseil d'administration convoque une assemblée extraordinaire des membres conformément à l'article 167 de la loi, sur demande écrite des membres détenant au moins 5 % des droits de vote. Si les administrateurs ne convoquent pas l'assemblée dans les vingt-et-un (21) jours suivant la réception de la demande, tout membre ayant signé la demande peut convoquer l'assemblée.

5.7 Vote par correspondance aux assemblées des membres

Conformément à l'article 171, paragraphe 1, de la loi, un membre habilité à voter à une assemblée des membres peut voter par procuration en désignant par écrit un mandataire et un ou plusieurs mandataires suppléants, qui ne sont pas tenus d'être membres, pour assister et agir à l'assemblée de la manière et dans la mesure autorisées par la procuration et avec l'autorité qu'elle confère, sous réserve des exigences suivantes :

- (a) une procuration n'est valable que pour l'assemblée pour laquelle elle est donnée ou pour la suite de cette assemblée après un ajournement ;
- (d) un membre peut révoquer une procuration en déposant un instrument ou un acte écrit signé ou, au Québec, signé par le membre ou par son agent ou mandataire ;
 - (i) au siège social de la société, au plus tard le dernier jour ouvrable précédant le jour de l'assemblée, ou le jour de la poursuite de cette assemblée après un ajournement, à laquelle la procuration doit être utilisée, ou
 - (ii) auprès du président de l'assemblée le jour de l'assemblée ou le jour de la poursuite de l'assemblée après un ajournement de celle-ci ;
- (e) un mandataire ou un mandataire suppléant a les mêmes droits que le membre par lequel il a été désigné, y compris le droit de s'exprimer à l'assemblée des membres sur toute question, de voter par voie de scrutin à l'assemblée, de demander un scrutin à l'assemblée et, sauf si un mandataire ou un mandataire suppléant a reçu des instructions contradictoires de la part de plus d'un membre, de voter à main levée à l'assemblée ;
- (f) chaque formulaire de procuration doit être conforme à la loi et aux règlements et, sous réserve de ces derniers, peut prendre la forme suivante :
 - (i) indiquer, en caractères gras,
 - (A) la réunion au cours de laquelle il sera utilisé,
 - (B) que le membre peut désigner un mandataire, autre qu'une personne désignée dans le formulaire de procuration, pour assister et agir en son nom à l'assemblée, et
 - (C) des instructions sur la manière dont le membre peut désigner le mandataire,
 - (ii) comporter un espace blanc réservé à la date de la signature,
 - (iii) permettre au membre de désigner une autre personne comme mandataire, si le formulaire de procuration désigne une personne comme mandataire,
 - (iv) fournir un moyen pour le membre de spécifier que l'adhésion enregistrée à son nom doit être votée pour ou contre chaque question, ou groupe de questions connexes, identifiées

dans l'avis de convocation, autres que la nomination d'un expert-comptable et l'élection des administrateurs,

- (v) permettre au membre de spécifier que l'adhésion enregistrée à son nom doit faire l'objet d'un vote ou d'une abstention en ce qui concerne la nomination d'un expert-comptable ou l'élection des administrateurs, et
- (vi) indiquer que l'adhésion représentée par la procuration doit faire l'objet d'un vote ou d'une abstention, conformément aux instructions du membre, lors de tout scrutin qui pourrait être demandé et que, si le membre spécifie un choix en vertu du sous-paragraphe (iv) ou (v) concernant toute question à traiter, l'adhésion doit faire l'objet d'un vote en conséquence ;
- (g) un formulaire de procuration peut inclure une déclaration selon laquelle, lorsque la procuration est signée, le membre confère un pouvoir en ce qui concerne les questions pour lesquelles un choix n'est pas fourni conformément au sous-paragraphe (d)(iv), uniquement si le formulaire de procuration indique, en caractères gras, la manière dont le mandataire doit voter pour les membres en ce qui concerne chaque question ou groupe de questions connexes ;
- (h) si un formulaire de procuration est envoyé sous électronique, les exigences selon lesquelles certaines informations doivent être présentées en caractères gras sont satisfaites si l'information en question est présentée d'une autre manière de manière à attirer l'attention du destinataire sur l'information ; et
- (i) un formulaire de procuration qui, s'il est signé, a pour effet de conférer un pouvoir discrétionnaire en ce qui concerne les modifications des questions identifiées dans l'avis de convocation ou d'autres questions qui peuvent être dûment soumises à l'assemblée doit contenir une déclaration spécifique à cet effet.

Conformément à l'article 197, paragraphe 1, de la loi, une résolution spéciale des membres (et, si l'article 199 s'applique, une résolution spéciale de chaque catégorie de membres) est nécessaire pour modifier les statuts ou le règlement intérieur de la société afin de changer cette méthode de vote pour les membres qui ne sont pas présents à une assemblée des membres.

5.8 Cessation de l'adhésion

(a) L'adhésion à la Corporation prend fin lorsque :

- (i) le membre décède ou, dans le cas d'un membre qui est une société, la société est dissoute ;
- (ii) un membre ne remplit pas les conditions d'adhésion décrites dans la section relative aux conditions d'adhésion du présent règlement ;
- (iii) le membre démissionne en remettant une démission écrite président du conseil d'administration de la Corporation, auquel cas cette démission prend effet à la date indiquée dans la démission ;
- (iv) le membre est exclu conformément à la section relative à la discipline des membres ou est radié d'une autre manière conformément aux statuts ou au règlement intérieur ;
- (v) le membre est exclu par un vote des deux tiers (2/3) des membres lors d'une réunion annuelle ou d'une réunion spéciale convoquée dans le but de réviser le statut d'un ou de plusieurs membres.
- (vi) le mandat du membre expire ; ou
- (vii) la société est liquidée ou dissoute en vertu de la loi.

5.9 Effet de la cessation de l'affiliation

Sous réserve des statuts, la cessation de la qualité de membre entraîne l'extinction automatique des droits du membre, y compris ses droits sur les biens de la société.

5.10 Discipline des membres

- (a) Le conseil d'administration est habilité suspendre ou à exclure un membre de la société pour l'un ou plusieurs des motifs suivants :
- (i) la violation de toute disposition des statuts, du règlement intérieur ou des politiques écrites de la société ;
 - (ii) adopter une conduite susceptible de nuire à la société, comme le détermine le conseil d'administration à sa seule discrétion ; ou
 - (iii) pour toute autre raison que le conseil d'administration, à sa seule et entière discrétion, considère raisonnable, eu égard à l'objet de la société.
- (b) Si le conseil d'administration décide qu'un membre doit être exclu ou suspendu de la société, à moins qu'une politique ou une règle ne prévoit le contraire, le président, ou tout autre responsable désigné par le conseil d'administration, envoie au membre un préavis de vingt (20) jours pour la suspension ou l'exclusion et indique les raisons de la suspension ou de l'exclusion proposée. Le membre peut présenter des observations écrites au président, ou à tout autre responsable désigné par le conseil d'administration, en réponse à l'avis reçu au cours de cette période de vingt (20) jours. Si aucune observation écrite n'est reçue par le président, ce dernier, ou tout autre responsable désigné par le conseil, peut notifier au membre qu'il est suspendu ou exclu de la société. Si des observations écrites sont reçues conformément au présent article, le conseil d'administration les examinera pour prendre une décision finale et en informera le membre dans un délai supplémentaire de vingt (20) jours à compter de la date de réception des observations. La décision du conseil d'administration est définitive et contraignante pour le membre, sans aucun autre droit d'appel.
- (c) Le conseil d'administration peut établir des politiques et des règles relatives aux activités de la société, y compris la conduite des activités sportives auxquelles les membres participent et les normes et règles régissant cette participation. Ces politiques et règles peuvent établir des mesures et procédures disciplinaires qui s'ajoutent ou se substituent aux mesures et procédures prévues à l'article 5.10(a) ci-dessus. En cas de conflit entre les dispositions d'une telle politique ou règle et les dispositions de la section 5.10(a), ce sont les dispositions de cette politique ou règle qui s'appliquent.
- (d) Nonobstant les articles 5.10(a) et 5.10(b) ci-dessus, la Corporation a adopté le Programme canadien antidopage et, par conséquent, en cas de violation des normes applicables en matière de dopage, le Programme canadien antidopage administré par le Centre canadien pour l'éthique dans le sport sera utilisé pour résoudre les problèmes ou pour établir les sanctions associées aux infractions en matière de dopage.

5.11 Coût de la publication des propositions pour les assemblées annuelles des membres

Le membre qui a soumis la proposition prend en charge les frais d'inclusion de la proposition et de toute déclaration dans la convocation à l'assemblée au cours de laquelle la proposition doit être présentée, à moins qu'une résolution ordinaire des membres présents à l'assemblée n'en dispose autrement.

5.12 Lieu de l'assemblée des membres

Sous réserve du respect de l'article 159 (lieu des assemblées des membres) de la loi, les assemblées des membres peuvent se tenir en tout lieu du Canada déterminé par le conseil d'administration ou, si tous les membres ayant le droit de vote à cette assemblée en conviennent, à l'étranger.

5.13 Président des réunions des membres

En cas d'absence du président et du vice-président, les membres présents ayant le droit de vote à la réunion choisissent l'un d'entre eux pour présider la réunion.

5.14 Personnes habilitées à être présentes

Les seules personnes autorisées à assister à une assemblée des membres sont celles qui ont le droit de voter à l'assemblée, les administrateurs et l'expert-comptable de la société, ainsi que les autres personnes qui ont le droit ou l'obligation d'assister à l'assemblée en vertu d'une disposition de la loi, des statuts ou du règlement intérieur de la société. Toute autre personne ne peut être admise que sur invitation du président de l'assemblée ou par résolution des membres.

5.15 Quorum aux assemblées des membres

Le quorum de toute assemblée des membres (à moins qu'un plus grand nombre de membres ne soit requis par la loi) est constitué par la majorité des membres ou des mandataires présents pour voter à l'assemblée. Si le quorum est atteint à l'ouverture d'une assemblée des membres, les membres présents peuvent traiter les affaires de l'assemblée, même si le quorum n'est pas atteint pendant toute la durée de l'assemblée.

5.16 Votes de gouvernance lors des assemblées des membres

Lors de toute assemblée des membres, chaque question est tranchée à la majorité des voix exprimées, sauf disposition contraire des statuts ou du règlement intérieur ou de la loi. En cas d'égalité des voix lors d'un vote à main levée, d'un scrutin ou des résultats d'un vote électronique, le président de l'assemblée dispose d'une seconde voix ou d'une voix prépondérante, en plus de sa voix initiale.

5.17 Participation par voie électronique aux assemblées des membres

Si la Société choisit de mettre à disposition un moyen de communication téléphonique, électronique ou autre permettant à tous les participants de communiquer adéquatement entre eux au cours d'une assemblée des membres, toute personne ayant le droit d'assister à cette assemblée peut y participer au moyen de ce moyen de communication téléphonique, électronique ou autre, de la manière prévue par la Loi. Une personne participant à une réunion par de tels moyens est réputée être présente à la réunion. Nonobstant toute autre disposition du présent règlement, toute personne participant à une assemblée des membres en vertu du présent article et ayant le droit de voter à cette assemblée peut voter, conformément à la Loi, moyen de tout moyen de communication téléphonique, électronique ou autre que la Société a mis à disposition à cette fin.

5.18 Assemblée des membres tenue entièrement par voie électronique

Si les administrateurs ou les membres de la Corporation convoquent une assemblée des membres en vertu de la Loi, ces administrateurs ou membres, selon le cas, peuvent décider que l'assemblée se tiendra, conformément à la Loi et aux règlements, entièrement au moyen d'un dispositif de communication téléphonique, électronique ou autre permettant à tous les participants de communiquer adéquatement entre eux au cours de l'assemblée.

Article 6 - DIRECTEURS

6.1 Fonctions des directeurs

Le conseil d'administration est responsable de la gouvernance de la société et gère ou supervise la gestion des activités et des affaires de la société.

Le conseil d'administration peut, de temps à autre, élaborer et adopter un mandat du conseil d'administration définissant de manière plus détaillée ses rôles et responsabilités qui ne sont pas abordés dans le paragraphe précédent.

6.2 Nombre de directeurs

Le conseil d'administration est composé du nombre d'administrateurs déterminé de temps à autre par les membres par résolution ordinaire ou, si une résolution ordinaire des membres habilite les administrateurs à déterminer nombre, par résolution du conseil d'administration.

6.3 Directeurs de classe B

Les statuts prévoient que les membres de la catégorie B élisent deux personnes en tant qu'administrateurs. En cas de vacance d'un poste d'administrateur de la catégorie B, le comité des nominations tiendra raisonnablement compte de cette exigence lors de l'identification de la personne à proposer pour occuper le poste vacant.

6.4 Administrateurs indépendants

Le conseil d'administration doit être composé à tout moment d'au moins 40 % d'administrateurs indépendants. Aux fins du présent règlement, on entend par "indépendant" une personne dont le comité des candidatures a déterminé qu'elle n'a aucune obligation fiduciaire envers la société ou une OSP, qu'elle ne reçoit aucun avantage matériel direct ou indirect de la société ou d'une OSP et qu'elle est libre de tout conflit d'intérêts réel, potentiel ou perçu de nature financière, personnelle ou de représentation (à condition que la participation au bobsleigh ou au skeleton n'empêche pas à elle seule une personne d'indépendante) dont on pourrait raisonnablement s'attendre à ce qu'il influence la capacité de cette personne à exercer un jugement indépendant. Par souci de clarté, il est possible qu'une personne qui n'est pas indépendante soit par la suite considérée comme si la circonstance qui a donné lieu à la non-indépendance a cessé.

6.5 Éligibilité du directeur

Toute personne âgée de 18 ans ou plus, qui n'a pas été déclarée incapable par un tribunal au Canada ou dans un autre pays, qui n'a pas le statut de failli, qui a satisfait aux exigences de la *loi de l'impôt sur le revenu* en ce qui concerne la fonction d'administrateur d'un organisme de bienfaisance enregistré, qui est indépendante et qui n'est pas actuellement un employé ou un contractant occupant un poste quelconque au sein de la société, peut être proposée pour l'élection au poste d'administrateur.

6.6 Identification des candidats

Le comité des candidatures identifie et recommande au conseil d'administration une liste de candidats à l'élection au conseil d'administration avant chaque assemblée des membres au cours de laquelle des administrateurs doivent être élus, et dans le cadre de la nomination d'une personne en tant qu'administrateur entre ces assemblées. Les candidats à l'élection au poste d'administrateur lors de chaque réunion des membres au cours de laquelle des administrateurs doivent être élus sont les personnes approuvées par le Conseil après réception de la recommandation.

La commission des nominations mettra en œuvre le processus d'identification des administrateurs potentiels, qui consistera notamment à donner aux membres la possibilité de proposer des candidats. Le comité des nominations est chargé de solliciter des nominations de personnes répondant aux critères d'éligibilité définis aux paragraphes 6.2 et 6.3, en tenant compte des besoins de la société.

6.7 Mandat des directeurs

Chaque administrateur est élu pour un mandat de deux ans. Aucune personne ne peut siéger au conseil d'administration pendant plus de quatre mandats (huit ans), étant entendu que ces mandats ne doivent pas nécessairement être consécutifs. Dans le cas d'une nommée pour occuper un poste vacant au sein du conseil d'et dont le mandat initial est inférieur à deux ans, cette personne peut encore exercer quatre mandats supplémentaires après la période au cours de laquelle elle occupe le poste vacant. Nonobstant ce qui précède, une personne qui a exercé quatre mandats peut

un mandat supplémentaire de deux ans (pour un total de dix ans), à condition que cette personne occupe le poste de président du conseil d'administration au cours de ce mandat supplémentaire.

6.8 Convocation des réunions du conseil d'administration

Les réunions du conseil d'administration peuvent être convoquées à tout moment par président du conseil d'administration, vice-président du conseil d'administration ou deux (2) administrateurs.

6.9 Avis de réunion du conseil d'administration

L'avis de la date, de l'heure et du lieu de la tenue d'une réunion du Conseil d'administration est donné de la manière prévue dans la section relative à l'avis de réunion des administrateurs du présent règlement à chaque administrateur de la Société au moins quarante-huit (48) heures avant la date de la réunion, s'il est remis ou envoyé autrement que par la poste. La convocation par courrier doit être envoyée au moins quatorze (14) jours avant la réunion. La n'est pas nécessaire si tous les administrateurs sont présents et qu'aucun ne s'oppose à la tenue de la réunion, ou si les absents ont renoncé à la convocation ou ont signifié d'une autre manière leur consentement à la tenue de cette réunion. La convocation à une réunion ajournée n'est pas nécessaire si l'heure et le lieu de la réunion ajournée sont annoncés lors de la réunion initiale. Sauf disposition contraire du règlement, il n'est pas nécessaire que l'avis de convocation précise l'objet ou les questions à traiter lors de la réunion, à l'exception de l'avis de convocation des administrateurs qui doit préciser toute question visée au paragraphe 138(2) (Limites de l'autorité) de la Loi qui doit être traitée lors de la réunion.

6.10 Renonciation à la notification

Toute personne ayant le droit d'être convoquée à une réunion des administrateurs peut, de quelque manière que ce soit et à tout moment, renoncer à la convocation à une réunion des administrateurs, et la présence de cette personne à une réunion des administrateurs vaut renonciation à la convocation à la réunion, sauf si cette personne assiste à une réunion dans le but exprès de s'opposer à l'examen d'une question au motif que la réunion n'a pas été légalement convoquée.

6.11 Première réunion du nouveau conseil d'administration

À condition que le quorum soit atteint, un conseil d'administration nouvellement élu peut, sans préavis, tenir sa première réunion immédiatement après l'assemblée des membres au cours de laquelle il a été élu.

6.12 Quorum

La majorité du nombre d'administrateurs constitue le quorum à toute réunion des administrateurs et, malgré toute vacance parmi les administrateurs, un quorum d'administrateurs peut exercer tous les pouvoirs des administrateurs. Toute réunion du conseil d'administration à laquelle un quorum est présent est compétente pour exercer tout ou partie des autorités, pouvoirs et discrétion conférés au conseil d'administration par la Loi ou par le présent règlement de la Corporation.

6.13 Réunions régulières du conseil d'administration

Le conseil d'administration peut fixer un ou plusieurs jours dans un ou plusieurs mois pour des réunions régulières du conseil d'administration, à un lieu et à une heure à déterminer. Une copie de toute résolution du conseil d'administration fixant le lieu et l'heure de ces réunions régulières du conseil d'administration est envoyée à chaque administrateur immédiatement après son adoption, mais aucun autre avis n'est requis pour une telle réunion régulière, sauf si le paragraphe 136(3) (Avis de réunion) de la loi exige que l'objet de la réunion ou les questions à traiter soient spécifiés dans l'avis.

6.14 Participation à la réunion par téléphone, par voie électronique ou par d'autres moyens de communication

Sous réserve des dispositions du règlement intérieur, un administrateur peut, conformément aux règlements éventuels et si tous les administrateurs de la société y consentent, participer à une réunion des administrateurs ou d'un comité d'administrateurs par le biais d'un moyen de communication téléphonique, électronique ou autre permettant à tous les participants de communiquer adéquatement entre eux au cours de la réunion. Un administrateur participant ainsi à une réunion est réputé, aux fins de la présente loi, être présent à cette réunion.

6.15 Ajournement

Le président de la réunion peut, avec le consentement de l'assemblée, ajourner la réunion de temps à autre à une date et en un lieu déterminés, sans qu'il soit nécessaire de notifier cet ajournement aux administrateurs, à condition que la réunion ajournée ait lieu dans les quatorze (14) jours suivant la réunion initiale. Toute question peut être

les questions soumises ou traitées lors d'une réunion ajournée qui auraient pu être soumises ou lors de la réunion initiale conformément à l'avis de convocation.

6.16 Les résolutions par écrit

Une résolution écrite, signée par tous les administrateurs habilités à voter sur cette résolution lors d'une réunion des administrateurs ou d'un comité d'administrateurs, est aussi valable que si elle avait été adoptée lors d'une réunion des administrateurs ou d'un comité d'administrateurs. Une copie de chaque résolution écrite mentionnée ci-dessus doit être conservée avec les procès-verbaux des réunions des administrateurs ou des comités d'administrateurs.

6.17 Votes pour gouverner lors des réunions du conseil d'administration

Lors de toutes les réunions du conseil d'administration, chaque question est tranchée à la majorité des voix exprimées sur la question. En cas d'égalité des voix, le président de la réunion dispose d'une seconde voix ou d'une voix prépondérante en plus de sa voix initiale.

Article 7 - FONCTIONNAIRES

7.1 Nomination des agents

Le conseil d'administration peut, de temps à autre, nommer les dirigeants de Corporation, qui peuvent comprendre un président du conseil d'administration, un vice-président, un secrétaire et un trésorier, ainsi que d'autres dirigeants que le conseil d'administration peut déterminer, y compris un ou plusieurs assistants pour les dirigeants ainsi nommés. Le conseil d'administration peut préciser les fonctions de ces dirigeants et, conformément au présent règlement et sous réserve de la loi, leur déléguer le pouvoir de gérer les affaires de la société. À l'exception du président du conseil d'administration, un membre du bureau ne doit pas nécessairement être un administrateur ; toutefois, un administrateur peut être nommé membre du bureau et toute personne peut occuper plus d'un poste. Le président du conseil d'administration doit être un administrateur indépendant.

7.2 Durée du mandat

Les membres du bureau sont nommés (ou reconduits dans leurs fonctions) chaque année lors de la première réunion du conseil d'administration qui suit l'assemblée générale annuelle de la société. Une personne ne peut pas exercer la fonction de président pendant plus de six ans au total.

Article 8 - COMITÉS

8.1 Exigences générales

Sous réserve des dispositions de la section 8.2, le conseil d'administration peut, de temps à autre, nommer tout comité ou autre organe consultatif qu'il juge nécessaire ou approprié à des fins et, sous réserve de la loi, avec les pouvoirs que le conseil d'administration jugera opportuns. Sous réserve des dispositions de l'article 8.2, ces comités peuvent formuler leurs propres règles ou procédures, sous réserve des règlements ou des directives que le conseil d'administration peut édicter de temps à autre. Les membres des comités ne sont pas rémunérés. Tout membre d'un comité peut être révoqué par une résolution du conseil d'administration.

8.2 Comités

a. La société dispose des commissions permanentes suivantes :

- (a) Comité d'audit et des finances - Les responsabilités du comité d'audit et des finances (AFC) seront définies dans son mandat et comprendront : la sélection et la recommandation au d'administration de l'expert-comptable de la société conformément à la loi ; chaque année, la réception et l'examen du budget annuel de la société et la formulation de recommandations au conseil d'administration à ce sujet ; chaque trimestre, la réception et l'examen des états financiers de la société et la présentation d'un rapport au conseil d'administration à ce sujet ; et toutes les autres questions requises par la loi.

L'AFC doit être composée du nombre minimum de membres et du nombre minimum d'administrateurs indépendants requis de temps à autre en vertu de la loi, et le président de l'AFC doit être un administrateur.

- (b) Comité de gouvernance - Les responsabilités du comité de gouvernance seront définies dans son mandat et comprendront la supervision de toutes les questions de gouvernance d'entreprise de la société et la formulation de recommandations au conseil d'administration à cet égard, le cas échéant. Le président de la commission de gouvernance doit être un administrateur.
- (c) Comité des présidents des OSP - Les responsabilités du comité des présidents des OSP seront définies dans son mandat en vue d'une coordination et d'une collaboration nationales efficaces en matière de collecte de fonds et de développement sportif. Le président du comité des présidents des OSP doit être le président du conseil d'administration.
- (d) Comité des nominations - Les responsabilités du comité des nominations seront définies dans son mandat et comprendront la supervision du processus d'identification et de recommandation au conseil des personnes à nommer en tant qu'administrateurs de la société à l'occasion de chaque réunion au cours de laquelle des administrateurs doivent être élus ou à l'occasion de la nomination d'un ou de plusieurs administrateurs entre les réunions. Le président du comité des nominations doit être le président du conseil d'administration.

8.3 Autres comités

Le conseil d'administration peut, de temps à autre, nommer tout autre comité ou organe consultatif qu'il juge nécessaire ou approprié à cette fin, en plus des comités prévus à l'article 8.1.

8.4 Responsabilités et procédure

Sous réserve des restrictions prévues par la loi, le conseil d'administration peut déléguer à un comité les pouvoirs qu'il détermine. Sous réserve des dispositions de l'article 8.1 et de la loi, ces comités ou autres organes consultatifs peuvent comprendre des administrateurs et des personnes qui ne sont pas des administrateurs. Les pouvoirs d'une commission peuvent être exercés lors d'une réunion où le quorum est atteint ou par une résolution écrite signée tous les membres de la commission qui auraient eu le droit de voter sur cette résolution lors d'une réunion de commission. Les réunions des comités peuvent se tenir en tout lieu, à l'intérieur ou à l'extérieur de l'Alberta, et, sous réserve de la loi, peuvent se dérouler par voie téléphonique, électronique ou par d'autres moyens de communication. Sauf décision contraire du conseil d'administration, chaque comité peut établir ses propres règles ou procédures. Tous les membres des comités ne sont pas rémunérés ; toutefois, un membre d'un comité peut être remboursé pour toutes les dépenses raisonnables encourues dans l'exercice de ses fonctions en tant que membre du comité.

Article 9 - AVIS

9.1 Méthode de notification

Tout avis (ce terme inclut toute communication ou document), autre que l'avis d'une assemblée des membres ou d'une réunion du conseil d'administration, à donner (ce terme inclut l'envoi, la livraison ou la signification) en vertu de la loi, des statuts, règlement intérieur ou autrement à un membre, un administrateur, un dirigeant ou un membre d'un comité du conseil d'administration ou à l'expert-comptable, est suffisamment donné :

- (a) s'il est remis en mains propres à la personne à laquelle il doit être remis ou s'il est remis à l'adresse de cette personne telle qu'elle figure dans les registres de la société ou, dans le cas d'une notification à un administrateur, à la dernière adresse figurant dans la dernière notification envoyée par la société conformément à l'article 128 (notification des administrateurs) ou 134 (notification du changement d'administrateur) ;
- (b) s'il est envoyé par ordinaire ou aérien prépayé à l'adresse enregistrée de cette personne ;
- (c) s'il est envoyé à cette personne par téléphone, par voie électronique ou par tout autre moyen de communication à l'adresse enregistrée de cette personne à cette fin ; ou

(d) s'il est fourni sous la forme d'un document électronique conformément à la partie 17 de la loi.

Un avis ainsi remis est réputé avoir été donné lorsqu'il est remis en mains propres ou à l'adresse enregistrée comme indiqué ci-dessus ; un avis ainsi posté est réputé avoir été donné lorsqu'il est déposé dans un bureau de poste ou une boîte aux lettres publique ; et un avis ainsi envoyé par tout moyen de communication transmis ou enregistré est réputé avoir été donné lorsqu'il est expédié ou remis à la société ou à l'agence de communication appropriée ou à son représentant en vue de l'expédition. Le secrétaire peut modifier ou faire modifier l'adresse enregistrée d'un membre, d'un administrateur, d'un dirigeant, d'un expert-comptable ou d'un membre d'un comité du conseil d'administration, sur la base de toute information qu'il juge fiable. La déclaration secrétaire selon laquelle un avis a été donné conformément au présent règlement constitue une preuve suffisante et concluante de l'envoi de cet avis. La signature d'un administrateur ou d'un dirigeant de société sur une notification ou un autre document à remettre par la société peut être écrite, tamponnée, dactylographiée ou imprimée, ou partiellement écrite, tamponnée, dactylographiée ou imprimée.

Article 10 - PROTECTION DES ADMINISTRATEURS, DES DIRIGEANTS ET DES AUTRES PERSONNES

10.1 Limitation de la responsabilité

Dans l'exercice de leurs pouvoirs et de leurs fonctions, les administrateurs et les dirigeants doivent agir honnêtement et de bonne foi dans l'intérêt de la société et faire preuve du soin, de la diligence et de la compétence qu'une personne raisonnablement prudente exercerait dans des circonstances comparables. Sous réserve de ce qui précède, aucun administrateur ou dirigeant n'est responsable actes, omissions, manquements, négligences ou défaillances d'un autre administrateur, dirigeant ou employé, ni de sa participation à un acte de conformité, ni pertes, dommages ou dépenses subis ou encourus par la société en raison de l'insuffisance ou du défaut de titre de propriété d'un bien acquis par la société ou pour le compte de la société, ou pour l'insuffisance ou le défaut de toute garantie dans ou sur laquelle les fonds de la Corporation sont investis, ou pour toute perte ou tout dommage résultant de la faillite, de l'insolvabilité ou d'un acte délictueux de toute personne auprès de laquelle des fonds, des titres ou des effets de la Corporation sont déposés, ou pour toute perte occasionnée par une erreur de jugement ou une négligence de leur part, ou pour toute autre perte, dommage ou malheur survenant dans l'exercice de leurs fonctions ou en relation avec celles-ci. Aucune disposition du présent règlement ne dispense un administrateur ou un dirigeant de l'obligation d'agir conformément à la loi ou de la responsabilité en cas de manquement à cette obligation.

10.2 Indemnité

- (a) La Société indemnise un administrateur ou un dirigeant, un ancien administrateur ou dirigeant ou une autre personne physique qui agit ou a agi à la demande de la Société en tant qu'administrateur ou dirigeant (ou une personne physique agissant dans une capacité similaire) d'une autre entité, de tous les coûts, charges et dépenses, y compris un montant payé pour régler une action ou satisfaire un jugement, raisonnablement encourus par la personne physique en ce qui concerne toute procédure civile, pénale, administrative, d'enquête ou autre dans laquelle la personne physique est impliquée en raison de cette Société avec la Société ou l'autre entité.
- (b) La société peut avancer des fonds à un administrateur, à un dirigeant ou à une autre personne physique pour couvrir les frais, charges et dépenses d'une procédure visée à l'article 10.2(a). L'intéressé est tenu de rembourser les sommes avancées s'il ne remplit pas les conditions prévues à l'article 10.2, point d).
- (c) La société n'indemnifiera pas une personne en vertu de l'article 10.2(a) à moins qu'elle :
 - a. ont agi honnêtement et de bonne foi mieux des intérêts de la Société ou, le cas échéant, au mieux des intérêts de l'autre entité pour laquelle ils ont agi en tant qu'administrateur ou dirigeant ou dans une capacité similaire à la demande de la Société ; et
 - b. dans le cas d'une action ou d'une procédure pénale ou administrative assortie d'une sanction pécuniaire, ils avaient des motifs raisonnables de croire que leur conduite était légale.

- (d) La Société indemnisera également la personne visée à l'article 10.2(a) dans toutes les autres circonstances autorisées ou exigées par la Loi ou le droit. Aucune disposition du présent règlement ne limite le droit d'une personne ayant droit à une indemnité de réclamer une indemnité en dehors des dispositions du présent règlement.

10.3 Assurance

Sous réserve de la loi, la société peut souscrire et maintenir une assurance au profit de toute personne visée à l'article 10.2(a), comme le conseil d'administration peut le déterminer de temps à autre.

Article 11 - GÉNÉRALITÉS

11.1 Invalidité de toute disposition du présent règlement

La nullité ou l'inapplicabilité d'une disposition du présent règlement n'affecte pas la validité ou l'applicabilité des autres dispositions du présent règlement.

11.2 Omissions et erreurs

L'omission accidentelle d'adresser une notification à un membre, à un administrateur, à un dirigeant, à un membre d'un comité du conseil d'administration ou à un expert-comptable, ou la non-réception d'une notification par l'une de ces personnes lorsque la société a adressé une notification conformément aux statuts, ou toute erreur dans une notification n'affectant pas son contenu invalide aucune mesure prise lors d'une réunion à laquelle la notification se rapportait ou qui était fondée sur cette notification.

11.3 Médiation et arbitrage

Les litiges ou les controverses entre les membres, les administrateurs, les dirigeants, les membres des comités ou les bénévoles de la Corporation doivent, dans la mesure du possible, être résolus par la médiation et/ou l'arbitrage, comme le prévoit la section relative au mécanisme de résolution des litiges du présent règlement.

11.4 Mécanisme de résolution des litiges

Si un différend ou une controverse entre les membres, les administrateurs, les dirigeants, les des comités ou les bénévoles de l'Association découlant des articles ou des règlements, ou de tout aspect des activités de l'Association, n'est pas résolu lors de réunions privées entre les parties, sans préjudice ou dérogation aux droits des membres, administrateurs, dirigeants, membres comités, employés ou bénévoles de la Corporation, tels qu'ils sont définis dans les statuts, les règlements ou la loi, et au lieu d'intenter un procès ou une action en justice, ce différend ou cette controverse sera réglé(e) par une procédure de règlement des différends, comme suit :

- (a) Le litige ou la controverse est d'abord soumis à un groupe de médiateurs : une partie désigne un médiateur, l'autre partie (ou, le cas échéant, le conseil d'administration de la Corporation) désigne un médiateur, et les deux médiateurs ainsi désignés désignent conjointement un troisième médiateur. Les trois médiateurs rencontrent alors parties en cause pour tenter de trouver une solution entre elles.
- (b) Le nombre de médiateurs peut être réduit de trois à un ou deux avec l'accord des parties.
- (c) Si les parties ne parviennent pas à résoudre le litige par la médiation, elles conviennent que le litige sera réglé par arbitrage devant un arbitre unique, qui ne sera pas l'un des médiateurs susmentionnés, à la législation provinciale ou territoriale régissant les arbitrages nationaux en vigueur dans la province ou le territoire où se trouve le siège social de la société ou selon toute autre modalité convenue par les parties au litige. Les parties conviennent que toutes les procédures relatives à l'arbitrage seront

La décision de l'arbitre doit rester confidentielle et ne peut être divulguée de quelque manière que ce soit. La décision de l'arbitre est définitive et contraignante et n'est pas susceptible d'appel sur une question de fait, de droit ou de mélange de fait et de droit.

Tous les frais des médiateurs nommés conformément à la présente section sont supportés à parts égales par les parties au litige ou à la controverse. Tous les frais des arbitres nommés conformément à la présente section sont supportés par les parties déterminées par les arbitres.

- (i) Nonobstant l'article 11.5(a), le conseil d'administration peut établir des procédures de règlement des litiges concernant les opérations de la société, y compris la conduite des activités sportives auxquelles les membres participent et l'application des normes et des règles régissant cette participation. Ces procédures de règlement des litiges peuvent s'ajouter ou se substituer aux procédures prévues à l'article 11.5(a) ci-dessus. En cas de conflit entre une telle procédure de règlement des litiges et les dispositions de la section 10.4(a), ce sont ces procédures de règlement des litiges qui s'appliquent.
- (ii) Nonobstant les articles 11.5(a) et 11.5(b) ci-dessus, la Corporation a adopté Programme canadien antidopage et, par conséquent, en cas de violation des normes applicables en matière de dopage, le Programme canadien antidopage administré par le Centre canadien pour l'éthique dans le sport sera utilisé pour résoudre les problèmes ou pour établir les sanctions associées aux infractions en matière de dopage, et la procédure de règlement des différends associée à ce programme, le cas échéant, s'appliquera.

11.5 Règlements et date d'entrée en vigueur

Sous réserve des articles, le conseil d'administration peut, par résolution, adopter, modifier ou abroger tout règlement régissant activités ou les affaires de la Corporation. Tout règlement, modification ou abrogation entre en vigueur à compter de la date de la résolution des administrateurs jusqu'à la prochaine assemblée des membres, où il peut être confirmé, rejeté ou modifié par les membres au moyen d'une résolution ordinaire. Si le règlement, l'amendement ou l'abrogation est confirmé ou confirmé tel que modifié par les membres, il reste en vigueur sous la forme dans laquelle il a été confirmé. Le règlement, la modification ou l'abrogation cesse d'avoir effet s'il n'est pas soumis aux membres lors de la prochaine assemblée des membres ou s'il est rejeté par les membres lors de l'assemblée. Le présent article ne s'applique pas aux règlements administratifs qui nécessitent une résolution spéciale des membres conformément au paragraphe 197(1) (changement fondamental) de la Loi, car ces modifications ou abrogations de règlements administratifs n'entrent en vigueur que lorsqu'elles sont confirmées par les membres.